

PREPA ISP

DROIT ADMINISTRATIF Cours de François Rouillé

Thème des séances

Première partie : la genèse du régime administratif français.

1- La montée en puissance des juridictions administratives

- Le principe de séparation des autorités administrative et judiciaire
- Le système de l'administrateur juge
- La loi du 24 mai 1872 et l'instauration de la justice déléguée
- Le décret n°53-934 du 30 septembre 1953 portant réforme du contentieux administratif
- La loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif
- La constitutionnalisation de la justice administrative

2- La compétence des juridictions administratives

- La compétence au sein des juridictions administratives
- Le juge administratif, juge de droit commun de l'administration
- L'intervention croissante du juge judiciaire en matière administrative

Deuxième partie : les sources du droit administratif

3- La place de la jurisprudence

- La remise en cause apparente de la place de la jurisprudence en droit administratif
- L'évolution de la source jurisprudentielle

4- Le renforcement de la source constitutionnelle

- La protection attentive de la Constitution par le juge administratif
- L'action dynamique du juge administratif sur la Constitution

5- La place privilégiée des traités internationaux

- La reconnaissance par le juge administratif de la place éminente des traités internationaux
- L'applicabilité des traités internationaux devant le juge administratif

6- Le juge administratif et les directives de l'U.E.

- La reconnaissance par le juge administratif de la primauté des directives
- La justiciabilité renforcée des directives devant le juge administratif

7- Le pouvoir réglementaire aujourd'hui

- Les titulaires du pouvoir réglementaire
- L'évolution du pouvoir réglementaire

- La pluralité des normes de nature réglementaire

8- Le juge administratif et la hiérarchie des normes

- La protection renforcée de la hiérarchie des normes par le juge administrative

- L'action du juge administratif sur la hiérarchie des normes

Troisième partie : les outils juridiques de l'administration

9- La notion d'acte administratif unilatéral

- L'identification de l'acte administratif unilatéral

- Les classifications des actes administratifs unilatéraux

10- Le régime de l'acte administratif unilatéral

- L'entrée en vigueur de l'acte administratif unilatéral

- La sortie de vigueur de l'acte administratif unilatéral

11- Le contrôle juridictionnel de la légalité de l'acte administratif unilatéral

- Les conditions de recevabilité du recours pour excès de pouvoir

- Les vices de légalité

- L'intensité variable du contrôle de légalité

- La portée du contrôle de légalité

12- Les critères du contrat administratif

- Les critères d'identification de la nature administrative du contrat

- Les critères d'identification de la nature du contrat administratif

13- Le régime juridique du contrat administratif

- Les prérogatives exorbitantes de l'administration dans l'exécution du contrat

- Les droits du cocontractant de l'administration

14- Les recours des tiers à l'encontre des contrats administratifs

- L'affaiblissement du recours pour excès de pouvoir

- La concentration du contentieux contractuel autour du juge de plein contentieux

- Une sophistication accrue de l'office du juge du contrat

Quatrième partie : l'action administrative

15- La notion de service public

- Les critères d'identification du service public

- L'absence d'unité de la notion de service public : la distinction SPIC/SPA

16- Les principes du service public

- La pluralité des principes du service public

- La plasticité des principes du service public

17- La police administrative et l'ordre public

- Les composantes matérielles de l'ordre public

- Les composantes immatérielles de l'ordre public

18- Les titulaires du pouvoir de police administrative

- Les autorités investies d'un pouvoir de police administrative générale
- La multiplication des autorités de police administrative spéciales
- Une articulation complexe des polices administratives

19- Les contrôles juridictionnels en matière de police administrative

- Le contrôle de légalité des mesures de police administrative
- La responsabilité du fait des activités de police administrative

20- Le juge administratif et les libertés

- La légitimation feutrée du rôle protecteur du juge administratif
- La consécration ostensible du rôle protecteur du juge administratif

Cinquième partie : la responsabilité administrative

21- Le déclin de la faute lourde en droit de la responsabilité administrative

- Un déclin consommé
- Un maintien avéré
- Une continuité préservée

22- La distinction faute personnelle et faute de service

- La notion de faute personnelle
- La notion de faute de service
- Une distinction aménagée : les théories du cumul

23- La responsabilité sans faute de l'administration

- Les faits générateurs de la responsabilité sans faute
- La portée de la responsabilité sans faute

24- La responsabilité de l'Etat législateur

- La responsabilité de l'Etat du fait de l'adoption de la loi
- La responsabilité de l'Etat du fait de l'application de la loi